

UNITED FOR A JUST FUTURE

IndustriALL Global Union 3rd Congress
14-15 September 2021

Solidarité avec les syndicats libres et démocratiques d'Algérie

Depuis février 2019, les manifestations populaires en Algérie, connues sous le nom de mouvement du Hirak, poursuivent leur lutte pour la démocratie, pour un État et une société démocratiques, revendiquant le respect de leurs droits fondamentaux de manière pacifique. Les syndicats démocratiques sont aux avant-postes de ce mouvement. Le gouvernement algérien continue de s'en prendre très durement aux militants du mouvement du Hirak en général, et plus particulièrement aux dirigeants des syndicats libres et démocratiques.

Le gouvernement exerce des représailles contre les syndicats libres, qui prennent une part active au mouvement populaire à travers des grèves générales et autres actions. Les syndicats algériens libres et démocratiques mènent leurs actions et leurs activités depuis des années dans un contexte marqué par la répression, en proie à l'intimidation, aux emprisonnements arbitraires et à la torture. Des milliers de militants syndicaux ont été licenciés, et des dizaines de personnes condamnées à des peines de prison de longue durée mais non définies.

En criminalisant la protestation et le droit fondamental d'organiser et d'exercer des activités syndicales, le gouvernement algérien se rend régulièrement coupable de violation des conventions internationales. Les militants du mouvement du Hirak et des syndicats démocratiques sont accusés de terrorisme et la situation a pris des proportions très inquiétantes dernièrement avec les tentatives visant l'éviction de tous les mouvements de la société civile, en particulier les syndicats démocratiques en Algérie.

Le cas le plus récent à cet égard concerne le dirigeant syndical Ramzi Dardar, de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA), affiliée à IndustriALL. Celui-ci a été arrêté le 31 juin 2021 par les forces de sécurité ; accusé d'appartenir à une organisation terroriste et de relayer un discours de haine et d'atteinte à l'unité nationale, le tribunal pénal avait délivré un mandat d'arrêt à son encontre.

Rejoint par d'autres syndicats mondiaux, IndustriALL Global Union a appelé l'OIT à intervenir d'urgence auprès du gouvernement algérien, en exigeant la libération immédiate de Ramzi Dardar et la levée de toutes les accusations portées à son encontre. Le gouvernement algérien a réagi en faisant transférer Ramzi Dardar au sous-sol, dans le couloir de la mort.

En conséquence, le troisième Congrès mondial d'IndustriALL Global Union, réuni les 14 et 15 septembre 2021 :

- Condamne fermement la criminalisation continue, par le gouvernement algérien, du droit d'organisation et de conduite d'activités syndicales, ainsi que la répression à l'encontre des syndicats libres et démocratiques ;
- Prie instamment le gouvernement algérien de se conformer aux résolutions de la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des normes et des conventions visant à cesser toute violation des conventions internationales ratifiées ;

- Exprime sa solidarité et son soutien au mouvement algérien pour la démocratie ainsi qu'aux syndicats libres et démocratiques, en particulier ses affiliés l'UAE et le SNATEG ;
Appelle le gouvernement algérien à libérer sans délai l'ensemble des militants du mouvement du Hirak et des dirigeants syndicaux, notamment Ramzi Dardar.

